

Services Techniques

6-Libertés publiques et pouvoir de police

6.1-Police municipale

Réf : 2024.234

ARRETE MUNICIPAL REGLEMENTANT LA CIRCULATION

13-21 cours du Général de Gaulle

Le Maire de la Commune de GRADIGNAN (Gironde),

VU les articles L 2213-1 à L 2213-6 du Code général des Collectivités Territoriales, relatifs aux pouvoirs conférés aux Maires en matière de circulation et de stationnement,

VU le Code de la Voirie routière, Art. R 115-1 et suivants,

VU le Code de la Route,

VU le Code Pénal,

VU la demande présentée par Monsieur le Directeur de l'entreprise «RC GROUP -SKYTECH», 94200 IVRY SUR SEINE, qui doit effectuer les travaux d'ouverture de chambre pour tirage de fibre optique, au droit du n°13-21 cours du Général de Gaulle à Gradignan.

CONSIDERANT qu'il appartient au Maire, dans un but de sécurité publique, de réglementer la circulation sur cette voie.

ARRETE

=====

ARTICLE 1er

Du 08 au 12 juillet 2024, l'entreprise «RC GROUP-SKYTECH » est autorisée à effectuer les travaux d'ouverture de chambre pour tirage de fibre optique, au droit du n°13-21 cours du Général de Gaulle (voie métropolitaine).

ARTICLE 2 -

Durant la période des travaux :

- Les travaux s'effectueront de nuit sur 2 jours,
- Le stationnement sur trottoir sera autorisé ponctuellement au droit des travaux au véhicule de l'entreprise concernée,
- La chaussée pourra être rétrécie au droit des travaux,
- La circulation sera régulée par pilotage manuel suivant la nécessité du chantier,
- La bande ou piste cyclable pourra être neutralisée au droit des travaux,
- La vitesse sera limitée à 30 km/h,
- Un balisage adapté aux circonstances sera mis en place,
- Le nettoyage, balayage et la remise en état de la voirie, trottoirs et caniveaux devront être réalisés selon les prescriptions de Bordeaux Métropole.

ARTICLE 3 -

L'entreprise chargée des travaux devra procéder à la mise en place des panneaux de signalisation réglementaire à titre temporaire, veiller à la desserte des riverains, des véhicules de secours et de ramassage des ordures ménagères, organiser un passage piétonnier.

ARTICLE 4 -

Toute contravention au présent arrêté, qui sera publié et affiché à chaque entrée du chantier, sera constatée par un procès-verbal et poursuivie conformément à la loi.

ARTICLE 5 -

Bordeaux Métropole, gestionnaire du domaine public, impose des prescriptions concernant la circulation des piétons sur les trottoirs. L'espace disponible affecté à cette circulation doit être au minimum de 1,50 mètres.

ARTICLE 6 -

Le présent arrêté sera transmis à :

- Monsieur le Responsable de la DGEP4, Bordeaux Métropole,
- Monsieur le Directeur d'Orange,
- Monsieur le Directeur de l'entreprise RC GROUP -SKYTECH,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale.

qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à GRADIGNAN, le 14 juin 2024

Pour Le Maire,
L'Adjoint Délégué



Gérard FABIA